

La Lettre du C.D.E.S.

ISSN 1240-0009 CPPAP 721171

BULLETIN DU RESEAU

2^e COMBAT SYNDICALISTE

Trimestriel de la Confédération Nationale du Travail

Section de l'Association Internationale des Travailleurs N°37 - Nov.-Déc.-10frcs



Sommaire
NON AU
NUCLEAIRE
ANTI-
FASCISME
CULTURE
LIBERTAIRE
International

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS:

- A.I.T.,
Alberto Palacios 2,
28021, Madrid - Espagne

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL:

Le Bureau Confédéral est l'agent d'exécution et de liaison de la C.N.T., pour tout contact sur le plan national s'adresser à:

- C.N.T. (B.C.)
B.P. 116
72 003 Le Mans Cedex.

UNIONS RÉGIONALES:

Les U. R. sont l'expression de la C.N.T. Elles regroupent les divers syndicats & Unions Locales d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'U.R. concernée:

- U. R. MEDITERRANEE:
C.N.T., Vieille Bourse du Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille (Secrétariat régional).
- U. R. CENTRE:
C.N.T., Boîte Postale 1303, 37013 Tours (Secrétariat régional).
- U. R. AQUITAINE:
C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional).
- U. R. MIDI-PYRENEES:
C.N.T., 7 Rue ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional).
- U. R. NORMANDIE:
C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN. (Secrétariat régional).
- U. R. PARIS & NORD:
C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS.
- DANS L'EST:
C.N.T., B.P. 343, 25207 MONT-BELIARD CEDEX
- EN RHONE-ALPES:
C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.
- NOUVELLE UNION LOCALE:
C.N.T., B.P. 8176
64081 BAYONNE.

Cénétistement vôtre...

PROCES ANTI-NUCLEAIRE

Paul Lambinet passera en procès le 8 novembre à Charleville Mézières pour un tag contre les essais nucléaires en Polynésie.

La région Paris-Nord de la C.N.T. appelle ceux qui le peuvent à faire le déplacement pour le soutenir le jour du procès et à envoyer un message de solidarité avec Paul à : M le Président du tribunal correctionnel, 9 esp. du Palais de Justice, 08000 Charleville.

PRECARITE

Contre la précarité et la flexibilité, le syndicat C.N.T. de Besançon mène campagne. Le document réalisé à cette intention peut leur être demandé (CNT co CESL, BP 121, 25014 Besançon Cdx).

OBJECTEURS

La C.N.T. de l'Isère a soutenu la lutte des Objecteurs de conscience en grève (grève du 23 au 28 oct., rassemblement le 26 à Grenoble). Elle a en particulier mis l'accent sur la libération des réfractaires.

LAND & FREEDOM

L'Union locale C.N.T. de Bordeaux, en collaboration avec l'association cinématographique "Clin d'oeil", organise, en novembre et décembre, une dizaine de projections du film LAND & FREEDOM suivies de débats dans différentes communes de Gironde. Pour obtenir le calendrier complet des manifestations, s'adresser à C.N.T., 27 rue Louis de Foix, 33000 Bordeaux (Téléphone : 56 48 24 35).

DEBATS

Le syndicat interco C.N.T. de Paris a organisé le 25 octobre une réunion-débat sur l'anarcho-syndicalisme (Internationalisme,

anti-électorisme, intercorporatisme...) dans la salle de la Libre Pensée. A Marseille, c'est dans les locaux du C.I.R.A. (Centre International de Recherches sur l'Anarchisme) qu'une réunion sur le même sujet a été organisée par nos compagnons.

EX YUGOSLAVIE

Le C.D.E.S. de Toulouse a réalisé la traduction de divers articles de Necemo i Nedamo, feuille d'information réalisée depuis 1994 par le ZAP, groupe libertaire et pacifiste, dont nous avons publié un interview dans notre précédent numéro

Nous pouvons envoyer à ceux qui le veulent un exemplaire (en croate) et les traductions réalisées. Enfin, nous vous rappelons qu'une souscription de solidarité avec les libertaires croates est ouverte : C.D.E.S., 7 rue St remesy, 31000 Toulouse.

VIII^e CONGRES DE LA C.N.T.-E.

Le VIII^eème Congrès de la C.N.T. d'Espagne se déroulera à Grenade. Autour de cette importante manifestation se dérouleront, du 1er au 10 décembre des journées libertaires (théâtre, cinéma, expositions, débats...) qui promettent d'être inoubliables. Aux congressistes comme aux participants aux journées, la rédaction du C.S. souhaite plein succès.

Pour toute information complémentaire : C.N.T., Aptdo de Correo 757, Grandada, Espagne. Téléphone : 958/22 00 65. Fax : 958/22 01 19. E-Mail : EGARCIA@UGR.ES



BOYCOTT DES ELECTIONS A LA POSTE

A la poste, l'administration appelait aux élections des C.A. (Conseils d'Administration) pour le 24 octobre. Les syndicats de la CNT ont diffusé le tract suivant:

— L'administration des P.T.T. et les syndicats "représentatifs" t'appellent à voter pour les conseils d'administration qui sont les organes dirigeants de la Poste et des Télécoms et décident des orientations **fixées** par le gouvernement.

Pourquoi ?

- Pour élaborer une convention collective du personnel qui a permis le développement des emplois précaires dans les P.T.T.,

- Pour avaliser la fermeture de bureaux, centres et ateliers, la suppression des ambulants ou encore l'inversion de l'aviation postale,

- Pour installer des salaires au mérite avec le complément Poste et Télécoms, renforcer l'agressivité des chefs en leur allouant une "part variable" en fonction des gains de productivité, ...

- Pour mettre en place des plates-formes messagerie ou, dernièrement, voter les crédits pour 20 nouvelles trieuses d'objets plats qui suppriment des milliers d'emplois sans la moindre réduction du temps de travail.

Ces mesures, parmi tant d'autres, prises au cours de ces cinq dernières années, sont-elles tes intérêts ?

Non, bien entendu.

Mais comment pourrait-il en être autrement dans ces organes où les pouvoirs publics espèrent faire passer les syndicats du "rôle revendicatif à celui de participation à la gestion et stratégie des entreprises" où la composition (7 membres de l'Etat, 7 dirigeants de grosses entreprises, 7 membres is-

sus du personnel et un commissaire du gouvernement) est très secondaire.

Dans cette collaboration, le syndicalisme institutionnel défend sa propre survie à travers la **manne financière et le pouvoir de représentativité** au risque d'illusionner et de détourner le personnel de la seule solution à ses problèmes : la lutte sur l'objectif unificateur, à **travail égal, statut et salaires égaux.**

Mais toi, électeur potentiel, pourquoi voterai-tu ?

Pour ta mutation, pour respecter tes devoirs, pour ta promotion, pour ne pas être remarqué...

ou simplement par habitude moutonnière ?

C'est toi qui fait tourner la Poste et les Télécoms. Les administrateurs ont besoin de toi, tu peux te passer d'eux.

Nous n'avons rien à attendre des patrons, des C.A. et autres instances cogestionnaires.

Seule la lutte interprofessionnelle et en étroite relation avec les chômeurs, prise en charge par tous et sans intermédiaire, mettra un terme à la dégradation de nos conditions d'existence.

BOYCOTT & LUTTE

C.N.T. - Liaison P.T.T.
C.T.C., rue Dejean 8000 AMIENS.

CONTRE TOUT LE NUCLEAIRE



Il y avait bien du monde lors de la journée nationale du 30 sept. dans le cortège de la C.N.T. et des Jeunes libertaires. Derrière les banderoles de la CNT "Non au nucléaire civil et militaire" et des J.L.

"A bas l'armée", plus de 300 personnes ont bruyamment manifesté dans les rue de Toulouse. Les slogans et les chansons dénonçaient les différents aspects du lobby militaro-industriel et ses divers complices (en particulier le recordman du genre : Mitterrand et ses 86 essais). Samedi 28

octobre, pour protester contre le mépris dont le pouvoir fait preuve contre la population (3ème tir à Mururoa, violences policières à Vingrau, licenciements chez JOB...), la C.N.T., les J.L. et le Comité Vingrau ont organisé pendant deux heures un rassemblement animation place du Capitole avec banderoles, tracts et sono. Les discussions sont allées bon train avec un public visiblement intéressé.

Environ 500 personnes étaient rassemblées le 30 septembre 95 contre la tenue à CAEN du congrès national de Renouveau Etudiant, satellite du F.N. R.E. et F.N. ont décidé à la dernière minute de ne pas tenir ce congrès à Caen mais dans ses environs.

Une partie de la manifestation décida alors de se rendre au siège du F.N. dont la vitrine fut légèrement malmenée. S'en suivirent dix interpellations et deux inculpations. La C.N.T., présente à la manifestation avec un tract, reproduit ci-dessous, étudie la mise en place d'un comité de soutien aux inculpés. ————— U.L. C.N.T. CAEN —————

le pen : un vrai problème l'interdiction du F.N.: une fausse réponse

On parle beaucoup, ces derniers temps, d'interdire le Front National grâce à une pétition pleine de grands principes républicains et démocratiques à cause, entre autres, de sa défense de la "préférence nationale" (en oubliant qu'elle existe déjà de fait pour l'accès au travail, au logement, à l'université etc...). Après avoir essayé les concerts, les manifs silencieuses, les bougies, les brassards noirs pour porter le deuil de la démocratie, on nous propose de signer un bout de papier. Formidable, ça, ça va vraiment inquiéter les fachos !

fonctionnent pour le bien et le maintien de la bourgeoisie) n'ont jamais empêché la prise du pouvoir par le fascisme, que ce soit en Italie, en Allemagne, en Espagne ou au Chili.

- C'est dans les conséquences du système capitaliste (chômage, précarité, exclusion, frustrations sociales et les peurs qui vont avec) que le F.N. prend racine.

- Ce n'est pas la gauche (qui a su si bien faire des cadeaux au patronat, faire accepter à la société son cortège de chômeurs et de précaires, endormir les gens, banaliser l'exclusion, virer les immi-

naissance: le capitalisme, avec son cortège d'inégalités, sa logique de profit, qui, jour après jour, nous écrase un peu plus.

Et là, il n'y a pas 36 solutions. Il faut construire un mouvement social, autogéré, autonome et intercorporatiste, porteur d'une alternative au système actuel.

Bref, il faut relancer la lutte des classes, jour après jour, malgré les difficultés, dans les quartiers, les facs, les entreprises... Evidemment, c'est plus fatigant que de signer un bout de papier.

Mais, la gauche n'a pas besoin de gens qui prennent leur vie en mains, qui autogèrent leurs luttes, qui défendent directement leurs droits dans la rue. Elle a seulement besoin d'électeurs.

Les syndicats traditionnels ne font rien non plus. Bureaucratisés, subventionnés par l'Etat, contrôlés par les partis politiques, ils collaborent avec leur partenaire : le patronat.

Alors relancer la lutte des classes ? Nous, les pauvres, les travailleurs, les chômeurs, les exploités, les étudiants; nous devons le faire seuls, par nous mêmes, pour nous mêmes.

Le fascisme ne s'interdit pas. Il se combat au quotidien, là où nous vivons, travaillons ou étudions.

Contre l'Etat, la bourgeoisie et les fachos : il est temps de reprendre l'offensive.



Nous, les anarcho-syndicalistes, nous rappelons aux personnes qui veulent interdire le F.N. quelques vérités simples :

- Ce n'est pas en interdisant un parti que l'on fait disparaître ses idées. Ce serait trop simple. Nous voyons dans cette proposition un signe d'incapacité des organisations de gauche à lutter contre la montée de l'extrême droite.

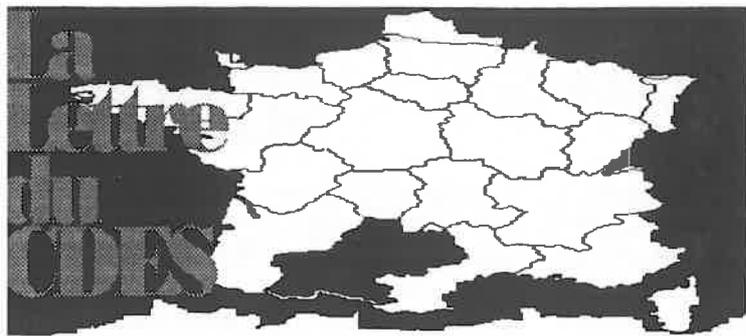
- La "démocratie" parlementaire, l'Etat, les lois etc... (qui

grés en charter) qui pourra arrêter le Front National.

- Les grands discours, les pétitions, les prières et les actes symboliques ne servent à rien. Autant pisser dans un violon...

Pour combattre le fascisme, il faut combattre ce qui lui donne

Issus directement de la crise du capitalisme: fascisme et nazisme ont pour fonction de briser par la violence tout ce qui s'oppose à la dynamique capitaliste. Et, concrètement, aucun de leurs leaders n'eut pu accéder au pouvoir sans l'appui direct des milieux industriels, bancaires et politiques. —————



MIDI-PYRENEES

Le combat syndicaliste

QUELLE RIPOSTE?

Avec les menaces qui pèsent sur l'emploi dans notre région, les quelques mois à venir s'annoncent cruciaux. L'entreprise Job, tout comme l'Aérospatiale, sont autant de pans de l'activité économique qui maintiennent, ici, une activité industrielle. L'annonce pour 1996 de 1500 suppressions d'emplois dans les usines de l'agglomération toulousaine de l'Aérospatiale nous interpelle ainsi directement.

En tant qu'individus, nous connaissons tous un copain, un proche, un parent qui travaille ou qui a travaillé dans ce dernier secteur.

En tant qu'anarcho-syndicalistes nous connaissons aussi, là comme ailleurs, la faiblesse du rapport de force qui peut exister sur une base de lutte de classes.

Pour tout dire, ce qui se prépare ici, c'est ce que d'autres régions, comme la Lorraine, ont déjà connu avec la sidérurgie : la perte d'un secteur économique identitaire qui sera détruit, morceau après morceau, sans tenir compte des conséquences pour les gens.

Même si, comme d'habitude, après "négociation" et "compromis", les 1500 suppressions d'emplois annoncées à l'Aérospatiale seront ramenées à 1000, par exemple (dans un premier temps seulement bien sûr), même si des mesures d'accompagnement, un "plan social" seront revendiqués comme de grandes victoires par les syndicats institutionnels, nous savons qu'à l'Aérospatiale comme ailleurs, ils négocieront sur le dos des travailleurs.

Quand aux politiciens locaux de tous bords, nous pouvons annoncer sans risque de nous tromper, qu'ils vont nous abreuver de beaux discours et de formules creuses mais qu'ils entérineront dans les faits toutes les décisions prises par le pouvoir.

Les licenciements annoncés en 96 à l'Aérospatiale, ceux prévisibles chez Job préfigurent une déstructuration de l'économie ré-

gionale programmée au profit des multinationales, avec son cortège de précarité et de privations et ses corollaires, en particulier le racisme et la haine.

Dès lors, se pose la question de notre capacité à construire, ensemble, un véritable rapport de force sur le terrain, indépendamment des politiciens et des syndicats institutionnels qui nous divisent. C'est à la base donc, par une pratique libertaire de lutte de classes, par l'échange et la solidarité que nous devons chercher les solutions aux problèmes qui se posent. Il ne s'agit pas de marchander mais de mener une lutte qui englobe totalement tous les secteurs d'activité. C'est là une des conditions indispensables au succès. — Gaspard —

**Vendredi 8 déc.
20h30, DEBAT
7 rue St Remesy**

**SITUATION SOCIALE
SITUATION DE L'EMPLOI
EN MIDI-PYRENEES**

**Avec la participation
de travailleurs de
l'aérospatiale**

Défense, retrouvé la trace d'accidents atomiques inavoués...

— Il nous livre un document, premier bilan des 175 tirs atomiques français dans le pacifique. Cette cassette vidéo est disponible au cinéma Utopia (Rue Montardy, Toulouse) au prix de 70 F. Elle peut être empruntée à la bibliothèque du C.D.E.S. —

**avis à
la population**

AUTOGESTION EN URUGUAY —

Le premier décembre, à la salle de la Médiathèque, place Jean Jaurés (Ramonville St Agne), à l'initiative de l'Association d'Analyse Institutionnelle et d'I.34, conférence-débat de Ruben PRIETO: "40 ans d'expérience autogestionnaire en Uruguay".

DEBAT JL. —

Les Jeunes Libertaires débattront le 9 décembre, à 20 h 30, au local 7 rue St Rémésy, des réalisations de la révolution espagnole.

MURUROA LE GRAND SECRET —

Quelles sont les conséquences des essais français sur les populations du Pacifique? Durant trente ans, les seules informations disponibles ont été filtrées par les militaires. Michel Daeron a mené l'enquête, interrogé des familles de victimes (enfants malformés...) des malades dont le dossier médical est classé Secret

Les deux débats organisés dans le cadre du C.D.E.S. depuis la rentrée avec la participation de groupes qui mènent, de façon autonome et concrète, une pratique de lutte contre le système actuel sont la marque d'une volonté déjà ancienne de convergence à la base.

Le 28 septembre 95, un copain de la collectivité libertaire rurale de "Los Arenalejos" (Andalousie) nous a expliqué comment, depuis huit ans, un groupe de compagnons mène, dans la campagne andalouse, une expérience de production autonome tout en se montrant constamment solidaire avec les paysans des alentours qui vivent dans des conditions précaires aggravés ces dernières années par une sécheresse catastrophique.

Suite à ce débat public, l'Union locale C.N.T. a décidé de soutenir directement, moralement et financièrement, la collectivité des Arenalejos et la Fondation pour l'Ecologie Sociale qu'elle va prochainement constituer.

Loin de la triste expérience de "La ville habitée", un autre débat, le 3 novembre, avec la participation d'habitants de deux squatts toulousains, a certainement permis à ceux qui ne sont pas familiers avec ces questions de se faire une meilleure idée des possibilités de récupération de l'espace urbain. La portée sociale de ces expériences a également été largement débattue. Pour notre part, un point qui nous semble important est la volonté affichée par des intervenants de tisser des liens avec le voisinage, ce qui, de toute évidence, permet à la réflexion de s'élargir et à l'action d'être plus efficace.

Les actions menées dans le même temps par l'Union locale C.N.T. et les

Jeunes Libertaires montrent la volonté des militants anarcho-syndicalistes de se détacher du microcosme politico-syndical habituel. En page trois de ce journal, nous avons déjà fait état du cortège de la C.N.T. et des J.L. le 30 sept. et du rassemblement du 28 octobre. Il convient de préciser que, si la manifestation du 30 se situait dans un contexte national de protestation, celle du 28 octobre fut une initiative de l'Union locale et des J.L. qui, en toute autonomie, ont organisé pendant plus de deux heures un rassemblement Place du Capitole. Les réactions des passants ont montré que beaucoup de gens étaient réceptifs non seulement au "problème de l'emploi" mais surtout à celui de la structure économique et de l'organisation globale de la société actuelle que nous dénonçons.

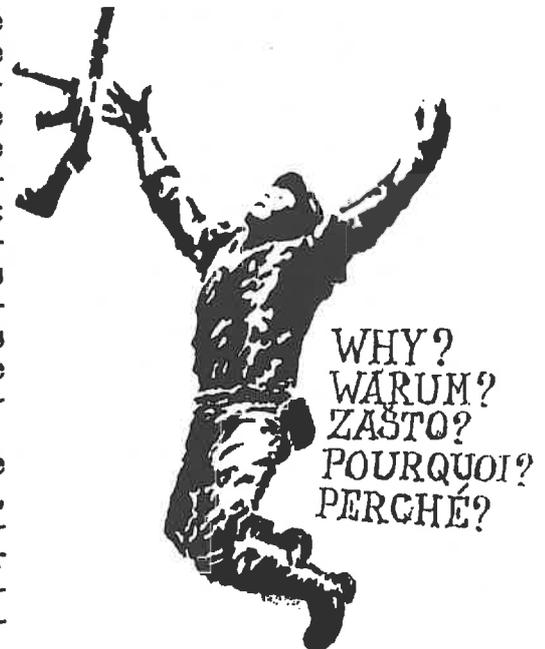
Cet intérêt croissant pour nos idées se retrouve dans toutes les manifestations auxquelles nous avons participé. A ce sujet, il faut revenir sur les différentes mobilisations "unitaires" de ces dernières semaines. Si le 10 octobre (manifestation des fonctionnaires) comme les 14 et 24 novembre (manifestations pour la sécurité sociale), les cortèges ont été numériquement impressionnants dans notre région, ce qui frappe, c'est la faiblesse pathétique quand à l'essentiel, c'est-à-dire à l'efficacité : Les banderoles des deux premières manif n'étaient pas encore rangées, que le gouvernement imposait sans sourciller les mesures contre lesquelles les troupes de manoeuvre venaient de défiler.

Sans réflexion globale ni vision à moyen terme, l'activité des appareils syndicaux n'est motivée que par les préoccupations personnelles des "syndicalistes profes-

sionnels" qui les dirigent et qui consistent essentiellement à justifier leurs postes de permanents (à la C.G.T. par exemple) ou leurs privilèges (à F.O. qui gère avec la C.F.T.C. et la C.G.C. les caisses d'assurance maladie par exemple aussi).

Depuis des dizaines d'années, de si nombreux individus ont pris l'habitude de se servir de ces mouvements comme d'un marchepied pour se hisser dans leur carrière que cela a fini par se savoir et que les troupes qui défilent encore à leur appel sont sans illusions sur la façon dont elles vont finir par se faire tondre.

Même si les politiques et leurs complices des appareils syndicaux réussissent encore à saucissonner les problèmes, à diviser et à empêcher les gens d'agir en les décourageant d'avance; notre petit doigt, informé des luttes d'entreprises (comme la grève persistante à la météo), des mouvements étudiants (révélateurs d'un malaise social profond) comme des différentes luttes en cours (antinucléaire par exemple) nous dit que des vents nouveaux sont prêts à se lever.



C Un peu débordés par nos activités militantes, la fabrication de notre journal s'est étalée cette fois-ci sur quelques semaines. En début de mois, nous avons relu un article (page 6) sur les grèves d'étudiants à Pau. Nous y avons vu des signes avant-coureurs... Et nous avons été rattrapés par l'actualité. Depuis, de nombreuses autres facs se sont mises en grève. Deux des trois Universités toulousaines en particulier.

ETUDIANTS

L'initiative est venue de l'U.F.R. (Unité de Formation et de Recherche) M.I.G (Math, Informatique, Gestion) de l'Université Paul Sabatier. Dès le 28 septembre le conseil d'U.F.R. décidait de suspendre tous les enseignements dans la semaine du 9 au 13 octobre. L'Assemblée Générale des professeurs de l'U.F.R. M.I.G. décidait également d'une journée d'action hebdomadaire. Leurs étudiants furent invités à y

FAC: LA GREVE

participer. La première journée eut lieu le 19 octobre : à 8 heures, toutes les entrées de Paul Sabatier furent bloquées, ce qui entraîna d'énormes embouteillages jusqu'en centre ville et Montaudran - via la rocade !

La semaine suivante, tout s'est accéléré. Deux nouvelles journées d'actions furent rondement menées, et finalement les locaux administratifs furent occupés. Le mouvement a dès lors continué crescendo et le 9 novembre la contestation a passé un cran avec la fermeture de la fac par l'administration. De son côté, l'Université du Mirail commençait à se joindre au mouvement avec l'U.F.R. de Psychologie.

Du point de vue de l'organisation, ce mouvement a connu plusieurs phases. La toute première A.G. de Sabatier fut appelée par un petit groupe de profs non syndiqués qui voulaient regrouper tout le monde : IATOSS (personnel administratif et de service), profs, étudiants. Mais par la suite, certains réussirent à séparer les différentes catégories, ce qui empêcha tout échange entre elles. Les étudiants ne commencèrent réellement la grève que le 9 novembre : les salles de cours et les amphithéâtres furent barricadés, des A.G. organisées dans chaque

U.F.R. Elles ont été plus ou moins démocratiques suivant les cas. Une constante : l'implication décroissante des enseignants. En effet, même si les profs soutiennent très majoritairement le mouvement, très peu d'entre eux (moins d'une dizaine) ont continué à participer aux A.G. étudiantes. Et encore le soutien affiché pose question car il consiste en une *suspension* des cours et non en une *grève*. En suspendant leurs cours, les profs font certes perdurer le mouvement, mais en ne se déclarant pas grévistes ils assument au minimum (en particulier ils continuent à être payés).

UN PEU D'AIR FRAIS AU MIRAIL

Du côté du Mirail, les choses se sont passées différemment. Tout d'abord le mouvement reposait essentiellement sur les étudiants. Dès l'A.G. du 17 novembre les Jeunes Libertaires distribuaient un tract rappelant les règles normales de la démocratie directe : pour empêcher toute récupération du mouvement, toutes les décisions doivent être prises en A.G. Les délégués - quand ils sont nécessaires - sont élus - et révocables - sur la base d'un mandat précis élaboré par l'A.G.... Ce tract provoquait immédiatement les attaques des petits politiciens puis une discussion générale en A.G. ce qui a entraîné des modifications dans le ron-ron habituel. Pour la première fois depuis des années, les politiciens n'ont pu confisquer totalement la parole. Ils ont été obligés de laisser s'exprimer de nombreux étudiants.

Un peu d'air frais donc a soufflé sur le Mirail, ce qui n'a pas totalement empêché les magouilles (voir Le Monde du 23 nov. qui rapporte que "*les trotskystes ont largement mis la main*" sur l'appel toulousain). C'est un fait que le "naturel" des

politiciens, chassés par l'A.G., est revenu au galop. Par des tractations malsaines entre groupuscules, ils ont partiellement imposé leur point de vue dans des coordinations bidon. Ce faisant, ils démontrent, à des étudiants qui ont commencé à ouvrir les yeux, ce qu'ils sont réellement.

En ce qui concerne les J.L., à chacune de leurs interventions que ce soit à Sabatier ou au Mirail, la couleur a été clairement annoncée : rouge et noir, comme la banderole déployée à la manif du 21 novembre. La participation des J.L. dans ce cortège (le plus important de France depuis le début du mouvement) a été remarquée puisque c'était la seule organisation présente en tant que telle. Et on peut dire que la présence anarcho-syndicaliste n'a pas fait l'objet d'un rejet de la part des étudiants pourtant si prompts à réclamer l'apolitisme. Cela s'explique d'après nous par le fait que les J.L. ont un discours et une pratique cohérentes : transparence totale et honnêteté intellectuelle vis à vis du mouvement.

Au delà d'une critique pratique du mode d'organisation, nous avons aussi essayé, pendant ces semaines de grève, de lancer des pistes pour une réflexion plus globale. Nous avons voulu quitter le terrain strictement corporatiste pour aborder les problèmes de chômage ou de précarisation qui touchent ou toucheront un grand nombre d'étudiants à la sortie de la fac. Enfin, pour la période à venir, il nous semble intéressant d'étendre la réflexion sur la place de l'Université dans la société capitaliste. En effet, nous ne vivons pas sur un îlot isolé. Si la fac à la fièvre, c'est que la société est malade !

— Des étudiants et des personnels universitaires C.N.T. —



La dernière affaire de corruption qui vient d'éclater à Blagnac, près de Toulouse, n'est ni plus grave ni plus scandaleuse qu'une autre. Elle est simplement dans la logique des choses. Elle présente cependant un intérêt particulier dont le mérite est de symboliser le stade de décomposition et aussi de force auquel est parvenu l'actuel système marchand.

Toutes les sphères corruptibles sont présentes dans ce dossier; et peu importent les détails, les noms, les circuits internes; c'est le tableau général qui est édifiant :

- Un entrepreneur, bâtisseur d'hypermarchés, pour faire du profit, achète les droits et possibilités de construire un complexe commercial composé d'une grande surface, de 12 moyennes surfaces, de 80 boutiques. Il annonce avoir fourni tous les dessous de

table qu'on lui a demandés (6 millions de francs dans un premier temps); mais le brave homme a toujours attendu qu'on les lui demande. Il affirme ne pas les avoir proposés en premier.

- Des élus du peuple, dont un maire et dont le tort est simplement de pousser la logique capitaliste jusqu'au bout. Certains vendent leur force de travail ? je vends ce dont je dispose : mes compétences légales dans le domaine de l'urbanisme, mon pouvoir de délivrer des autorisations administratives...

- Des personnalités consulaires : un ex-président de Chambre de commerce et d'industrie, mais aussi son frère, industriel; puis d'autres membres de la famille; petits potentats installés qui ont réclamé leur part.

- Un "petit" commerçant a vendu sa voix pour soutenir le

projet auprès de l'instance ("Commission départementale d'équipement commercial") qui étudie les projets d'implantations des supermarchés.

Alors, quoi ? S'étonner, s'indigner, s'insurger parce que ces gens là vont trop loin ? Non, constater une nouvelle fois que le capitalisme libéral est une forme d'organisation qui, inéluctablement et naturellement, génère des pratiques mafieuses. Il a cela dans la peau, dans sa nature. Nous n'allons pas chercher à le corriger, à l'amender; nous allons nous attacher à le détruire : rien n'est bon chez lui, il y a tout à jeter. Par ailleurs, les libertaires ont un petit "plus" éthique, un antidote non négligeable, que les révolutionnaires du début du siècle appelaient le "refus de parvenir".

Castillo.

FROU-FROU DE SOUTANES EN AVEYRON

Dans ce département fortement tenu en main par les curés, les élèves des écoles laïques ont encore à subir la propagande cléricale. En effet, des instituteurs ont distribué à leurs élèves des bulletins d'inscription au catéchisme, violant ainsi ouvertement le principe de laïcité. A notre connaissance le Ministre de l'Education, si en pointe quand il s'agit de la propagande d'une autre religion, n'a pas réagi. Il est vrai qu'il a une forte tendance à confondre son ministère avec une sacristie.

Espérons que l'oppression religieuse (attaques contre l'I.V.G., ordre "moral", enseignement privé...) connaîtra prochainement ici le même sort que les polonais et les irlandais lui ont réservé après quelques années d'expérience : un bon coup de pied au c...

Marcel

MODE D'EMPLOI

- **C.N.T.** : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans.
 - Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.
 - A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste".
 - Les Jeunes libertaires et le Comité Vingrau Toulouse se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.
 - N'hésitez pas à prendre contact
- **UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :**
C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE
- **ET UN N° DE TELEPHONE :**
61 52 86 48 (répondeur)
- **PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :**
 - C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Comité Vingrau : le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remesy)
 - Réunion publique "A BATON ROMPU" le premier vendredi de chaque mois à 20 h 30 (7 rue St Remesy)
 - Tables de presse : aux puces, le dimanche en fin de matinée

ABONNEMENTS

• **ABONNEZ VOUS, N'OUBLIEZ PAS DE VOUS REABONNER À "LA LETTRE DU C.D.E.S./ LE COMBAT SYNDICALISTE"**

Un an ; abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.

Six mois après les discours sur la "fracture sociale" et le "troisième tour social", une chose est évidente : les professionnels de la politique, ceux des partis comme ceux des syndicats dits représentatifs, sont bien en dessous de tout ce qu'ils avaient promis: la fracture sociale ne fait que se creuser et les réactions syndicales relèvent plus des rodomontades que de la volonté d'action.

Tous ces gens très sérieux, qui nous gèrent (car, à les entendre, nous serions incapables de le faire nous mêmes), qui prétendent défendre nos intérêts (qu'ils disent connaître mieux que nous) ne font que nous exploiter avec plus de méthode chaque fois.

Après la hausse de la T.V.A., le blocage des salaires et les différentes ponctions, la rigueur va continuer à frapper.

La Sécurité sociale n'échappera pas à la règle. Une habile campagne médiatique a déjà désigné les coupables : les malades, tous ces gens qui ont le mauvais goût de se plaindre quand ils souffrent et, pire, de consulter pour le moindre petit infarctus ou la plus minime fracture. Tous ces gens -vous et moi- se soignent. Et bien, ils paieront, nous paierons. Le forfait hospitalier vient de faire un grand bond et on annonce déjà une hausse de la C.S.G.

Solutions faciles, qui évitent de se poser des questions, par exemple sur le lien qui existe entre croissance du capitalisme et développement de certaines maladies.

Ainsi, toutes les études montrent que l'asthme et les maladies respiratoires sont en forte progression chez les enfants depuis une vingtaine d'années. La pollution atmosphérique en est la principale cause. Mais ceux qui nous parlent "d'économies de santé" s'en moquent : ils distribuent des primes pour l'achat des voitures.

Les maladies créées par l'utilisation massive d'amiante sont connues depuis longtemps.

Mais les intérêts des bétonneurs sont passés avant ceux des utilisateurs.

En quelques années, les cancers de la peau sont devenus un véritable problème de santé publique. Mais les industriels continuent de détruire la couche d'ozone qui filtre les rayons solaires les plus néfastes. Ils nous vendent déjà des crèmes pour nous protéger. L'aggravation probable du problème fera encore plus leur affaire !

Plus généralement, la fréquence des principaux cancers ne fait qu'augmenter. Les radiations atomiques, on le sait, sont un des plus puissants agents cancérigènes. Peu importe. L'Etat nous fait payer des impôts pour construire des centrales nucléaires, il nous fera payer des cotisations supplémentaires pour soigner les cancers qu'elles provoquent.

Le stress, de nombreuses autres maladies, sont liés à la vie de fou qu'on nous fait mener. La liste serait probablement fort longue.

Alors, peut-on sérieusement vouloir résoudre les problèmes de santé sans jamais s'attaquer à ses causes ? Sans jamais dénoncer le capitalisme qui transforme la santé en espace marchand ?

Ce ne sont certainement pas les syndicats dits représentatifs qui élèveront une telle critique. Ils sont à la Sécurité sociale ce que les fermiers généraux étaient à l'ancien régime. Ils se nourrissent à la mamelle de nos cotisations. Ce sont eux qui, dans le silence feutré des bureaux, avec les voix du patronat, se partagent la présidence des trois branches de la sécu (Maladie, Vieillesse, Famille) et la manne financière qui va avec. Et, s'ils ont peur d'une éventuelle privatisation, ce n'est pas à cause des conséquences néfastes pour tous, c'est qu'ils risquent de perdre leurs fauteuils.

Etat, syndicats représentatifs et patronat défendent d'abord leurs intérêts particuliers. Peu leur importe notre santé. Seul leur portefeuille compte.

Paulette Bedous

L'APPARTEMENT DE CHRAC ILEGAL ?

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS CATEGORIQUE :



50 ANS DE L'O.N.U.



LES MARCHANDS D'ARMES OFFRENT LE GATEAU

ERK RAOULT VEUT LANCER UN PLAN "VIGI-CASSEURS"



FLEXIBILITE : NICOLE NOTAT SIGNE DES DEUX MAINS

QUAND C'EST BON POUR LE PATRONAT, A LA C.F.D.T., ON N'HESITE PAS.



Probablement pour la première fois de leur histoire, certaines facultés étaient déjà en grève avant même d'être rentrées. La détermination des étudiants de Rouen, les signes avant-coureurs que l'on décèle un peu partout laissent présager une année universitaire des plus chaudes.

À Pau, la réforme nationale des examens a servi de détonateur.

La transition entre les deux systèmes d'examens (l'ancien et le nouveau) étant laissée au bon choix des "départements" (une des divisions administratives des universités) cela a donné lieu à pas mal d'injustices. Tant et si bien que les étudiants de Lettres et d'Anglais ont décidé de réagir.

n'était plus possible, compte-tenu de la réforme des examens.

Les étudiants de Lettres et d'Anglais constatent simplement que les modalités d'examen ont été modifiées en cours d'année; ce qui est parfaitement illégal. Ils demandent donc que les gens qui, cette année, ont une ou deux matières à

mettre dans l'illégalité quand cela l'arrangeait et que le véritable problème, c'est celui des moyens (et des emplois du temps à refaire...). Il est inadmissible que des étudiants soient sacrifiés pour cela.

Je ferai plusieurs remarques. La solidarité qui existe déjà (des étudiants qui ne sont pas directement concernés par le problème sont en lutte) est intimement liée au mouvement de grève que nous avons connu l'an dernier. Il existe chez les anciens grévistes une cohésion et un esprit de solidarité qui n'existaient pas avant.

Le fonctionnement du mouvement, le refus de lâcher quelques copains pour obtenir des résultats pour les autres, la volonté de garder des délégués mandatés, sont autant de pratiques liées à cette histoire encore fraîche. C'est, à mon sens, un des traits les plus importants de cette rentrée. Car, en face, il est évident que l'on a profité des vacances pour s'organiser ! A plusieurs reprises, l'administration a essayé "d'institutionnaliser" la lutte. Elle a tenté de nous imposer des élus à la place des délégués. A la commission, elle a rejeté en bloc nos revendications pour accepter tout de suite après de discuter celles des élus...

Face à cela, les étudiants n'ont pas cédé. Ils ne se sont pas laissés enfermer sur un terrain administratif faussé et réservé à des "spécialistes", comme administration et "élus étudiants" les y poussaient avec notamment l'envoi express d'une "spécialiste" UNEF-ID venue spécialement de Paris.

Il semble évident, tant administration et profs ont parlé de façon homogène, que nous verrons cette année d'autres tentatives systématiques de passer par les conseils et les élus afin de supprimer la parole aux mouvements de lutte et tenter de faire croire que c'est par les élections et non les actions qu'on obtient gain de cause.



La C.L.E.-C.N.T. a décidé de les soutenir dans leur action pour plusieurs raisons :

- 1 - nous considérons leurs revendications comme légitimes,
- 2 - nous approuvons leur attitude puisqu'ils refusent que certains obtiennent satisfaction et les autres pas,
- 3 - nous sommes en accord avec leur fonctionnement : assemblées générales souveraines, délégués mandatés et révocables,
- 4 - certains membres de la C.L.E.-C.N.T. sont dans ces départements et se trouvent confrontés aux problèmes dénoncés.

Rappelons que, dans l'ancien système, les étudiants pouvaient s'inscrire en année supérieure même s'ils avaient raté une ou deux matières. Ils devaient repasser ces matières mais, plutôt que de perdre une année, ils pouvaient suivre les cours de l'année supérieure.

En cours d'année, l'administration a décidé que cette formule

repasser puissent s'inscrire, par dérogation, dans l'année supérieure.

L'administration a tenté d'éviter le dialogue.

Tout d'abord, le doyen n'était pas là. Devant la détermination des étudiants, il est quand même sorti.

Ensuite, il a affirmé qu'il ne parlerait qu'aux élus, "*véritables représentants des étudiants*" ! Mais là encore, il fut obligé d'accepter qu'une délégation de l'Assemblée générale soit reçue le lendemain par la commission pédagogique.

Pour l'instant, le conflit n'est pas terminé. L'administration et la majorité des professeurs tentent de satisfaire la moitié des gens. Ils donnent pour cela deux raisons : faire plus serait illégal (ce qui est faux); il manque des moyens pour appliquer ce système.

L'assemblée générale a donc décidé d'appeler tous les étudiants à la solidarité en soulignant que l'administration n'a pas hésité à se

LAND AND FREEDOM

PA KIN

Il y aurait certainement beaucoup de choses à dire à propos de Land & Freedom. Un des points positifs est que ce film marque la fin d'une époque. Celle où l'hagiographie communiste dominait la scène culturelle. En ce temps là, pas lointain du tout, la propagande martelait que les communistes étaient des héros et que leur Parti, seul ou presque, avait mené la lutte contre le franquisme. C'était dans "Mourir à Madrid" et c'était la seule vérité accessible au grand public.

Le film de Ken Loach vient briser cette imposture. Tous ceux qui le verront sauront quel a été, jour après jour, le rôle du Parti communiste espagnol. Il a brisé par la terreur l'élan révolutionnaire de tout un peuple. Il a été l'alliée objectif le plus sûr du fascisme.

Si'il rend bien compte de cette réalité, Land and Freedom n'en est pas pour autant un film historique ou documentaire et encore moins un film anarchiste. Ken Loach se réclame d'ailleurs du marxisme. Mais, à partir du moment où il retrouve l'histoire réelle, il ne peut faire autrement que de montrer, même si ce n'est qu'en toile de fond, de quel côté sont les véritables révolutionnaires. Et, dans l'Espagne de 36, qui dit révolution dit C.N.T., si bien que le film devient par moments un véritable hommage à l'anarcho-syndicalisme. C'est d'ailleurs comme cela que de nombreux spectateurs le comprennent, bien que cela n'ait probablement pas été l'objectif de Ken Loach. Car, en choisissant son principal personnage dans les rangs du minuscule P.O.U.M. (Parti ouvrier d'unification marxiste), Ken Loach tente avant tout de sauver un pan de son idéologie. Il veut montrer que tous les marxistes n'étaient "pas si mauvais". Les arrières pensées sont perceptibles. Il est vrai que certains groupes trotskistes auraient bien besoin de

se refaire une virginité en recueillant l'héritage du P.O.U.M. Ce faisant ils ne feraient que falsifier une fois de plus l'histoire car, comme l'écrivait Unser Wort, organe de l'Internationale trotskyste, en février 1936 : "*Le POUM n'a jamais été un parti trotskiste c'est-à-dire un parti bolchévique ... Non seulement ils (les leaders du POUM) exclurent les trotskistes de leurs rangs, mais, ce qui est pire ils firent autour de ces exclusions une publicité des plus provocatrices*".

En dénonçant les crimes de Staline, Ken Loach fait oeuvre de salubrité publique. Il est dommage qu'il se soit arrêté en si bon chemin. Car Staline n'est pas né de rien. Il est la conséquence prévisible (et d'ailleurs prévue par la critique anarchiste) d'une conception despotique de la révolution qui ronge le marxisme dès son origine. Et cette critique ne date pas d'hier. En cette année du centenaire de l'affaire Dreyfus il n'est pas inutile de rappeler qu'elle était portée par exemple dès 1892 par Bernard Lazare dans un article retentissant sur le marxisme. Il est vrai que l'anarchiste Lazare qui, le premier, avant même Zola, mena la bataille pour Dreyfus avait compris en profondeur ce qu'était la machine d'Etat - sous quelque coloration qu'elle se cache- et les injustices qu'elle engendre. ————— Xavier Frolan —————



Deux ouvrages de Pa Kin viennent de sortir ces jours derniers en traduction française.

Agé de 85 ans, Li Yaotang, dit Pa Kin (graphie de l'école française d'extrême orient) ou Ba Jin (graphie pinyin) s'est affirmé comme l'un des plus grands écrivains chinois dès la publication de son premier roman, "Miewang" ("Destruction" ou "L'anéantissement" selon les traductions) en 1928.

Réédité tout récemment par "Bleu de Chine", ce roman reflète l'état d'esprit du jeune anarchiste qu'il était alors qu'il fréquentait les milieux libertaires de Nankin, Shangai puis de Paris et correspondait avec les militants les plus en vue de l'époque comme Emma Goldman et Bartoloméo Vanzetti lorsque ce dernier était en prison, avant d'être exécuté avec Nicolas Sacco lors d'une affaire qui reste l'une des injustices majeures de l'Etat U.S.. Ba Jin choisit de garder dans son pseudonyme la trace de cet engagement (le "Kin" est une référence explicite à Kropotkine dont il traduisit "L'Ethique", et on a dit -mais lui-même ne l'a pas confirmé- que le "Ba" venait de Bakounine).

"A la mémoire d'un ami" (aux éditions "Mille et une nuits") est à l'inverse un ouvrage écrit par Ba jin à l'autre extrémité de sa vie. Il est l'hommage émouvant rendu à Shen Congwen, écrivain et ami, qui fut victime de la dictature maoïste et qu'il s'accuse de ne pas avoir osé défendre.

Y.Y.



INTERNATIONAL

NOUVELLES D'ALLEMAGNE

ALLEMAGNE - MEXIQUE: L'ARBRE ECOLOGIQUE QUI CACHE LA FORET D'INJUSTICES

De plus en plus, nous pouvons acheter aujourd'hui des produits biologiques provenant du Tiers Monde et distribués par des sociétés occidentales garantissant leur valeur par différents labels.

La F.A.U. (section allemande de l'A.I.T.), dans son journal, dénonce à ce sujet un cas grossier et cynique de publicité mensongère : il s'agit d'un café biologique produit par la *Finca Irlanda* dans le Chiapas (Mexique), et distribué par la société allemande *Lebensbaum* (Arbre de Vie) qui le vend au consommateur à un prix très bas, en pratiquant le dumping. *Lebensbaum*, dans sa campagne de publicité agressive, vante sa "collaboration en partenariat" avec la *Finca Irlanda*, signe d'un "engagement conséquent pour les producteurs et les paysans". Certes, le propriétaire de la *Finca* perçoit pour son café un prix supérieur d'au moins 25 % au prix du marché mondial, mais les travailleurs qu'il exploite vivent dans des conditions humainement indignes.

La *Finca*, proche du Guatemala, emploie des journalistes mexicains et aussi des guatémaltèques clandestins. Hommes, femmes et enfants sont logés pêle-mêle dans des baraques insalubres, sans sanitaires et reçoivent à peine de quoi manger. Les salariés sont payés 3 à 4 pesos par jour, le salaire minimum légal au Mexique étant de 14 pesos. En outre, le propriétaire rachète leur café à des groupements de producteurs n'ayant pas accès au marché international, et, vu le prix qu'il leur paye, c'est pratiquement du vol.

En janvier 95, les travailleurs et travailleuses agricoles se sont révoltés et ont occupé la finca. Mais en février, la police mexicaine les a fait évacuer. Ceci est décrit comme une péripétie mineure par le patron de *Lebensbaum* qui dénie aux paysans la capacité d'administrer la finca sans ses propriétaires.

La F.A.U. appelle au boycott de ces cafés.

LE CONCORDAT HITLER-VATICAN TOUJOURS EN VIGUEUR.

On a pu lire dans la presse française que le tribunal constitutionnel allemand avait décidé de faire enlever les crucifix des salles de classe en Bavière. Cette décision est en fait la conséquence de la campagne menée depuis plus de dix ans par les athées allemands (*Bund Gegen Anpassung*). Elle a été présentée par certains médias comme un retour au paganisme et

un prélat a pu exprimer à la télé (sans qu'aucun journaliste ne réagisse) que cela lui rappelait le temps de l'hitlérisme. Ce prélat ne manque pas d'air. En fait, la présence de crucifix dans les écoles s'appuie sur le Concordat signé entre Hitler et le Vatican, Concordat toujours en vigueur en Allemagne, dont l'article 21 précise:

"L'éducation religieuse dans les écoles...est matière d'enseignement régulière et est enseignée conformément aux principes de l'église catholique. Dans l'instruction religieuse, l'éducation à la conscience du devoir patriotique, civique et social par l'esprit de la foi et de la morale chrétienne sera cultivée avec une insistance particulière..."

Avec l'affaire du crucifix, la dictature de l'église a pris certes un coup mais elle continue de profiter des beaux restes du nazisme.

LE FANATISME RELIGIEUX RECOMPENSE

Lors de l'important marché du livre allemand, le "Prix de la paix" a été attribué à une certaine Mme Schimmel. Cette nomination a immédiatement soulevé une vague d'indignation parmi les écrivains et auteurs présents. 530 d'entre eux ont participé à une manifestation de protestation. Il est vrai que le talent de Mme Schimmel s'exerce surtout dans des bulletins de propagande iraniens où elle cherche à justifier les menaces de mort contre Salman Rushdie et à défendre contre vents et marées le fanatisme islamique. La censure, les lapidations, les assassinats au nom de dieu, tout cela semble être des vertus sous la plume de Mme Schimmel.

TERREUR FASCISTE ET COMPLICITES POLICIERES

Même si les médias en parlent peu, la terreur fasciste reste d'actualité en R.F.A. Il n'est pas rare d'apprendre que, dans telle ville, un handicapé fut agressé par des nazis ou que, dans telle autre, un incendie a été allumé dans un foyer de réfugiés par des mains criminelles. Les antifascistes sont bien entendu une des cibles des fachos. Ainsi, à Uelzen, Olaf, a été agressé par quatre néo-nazis qui l'ont blessé au bras et à la poitrine avec un couteau. Emmené à l'hôpital, c'est lui qui fut interrogé par la police comme s'il était un des agresseurs. Cette attitude de la police est très fréquente. Tandis que les néo-nazis font leurs sales coups en toute tranquillité, elle perquisitionne et procède à des arrestations dans les milieux antifascistes.